



# Regio Basiliensis

Bâle, le 6 mai 2016

## **53<sup>e</sup> assemblée générale de la Regio Basiliensis le 19 avril 2016 à Grenzach-Wyhlen**

### **Table ronde**

#### **« La Suisse et l'Europe – les défis actuels dans les domaines du marché du travail et des travailleurs frontaliers dans le Rhin supérieur »**

Table ronde avec :

- Isaac Reber, conseiller d'État, Direction de la sécurité du canton de Bâle-Campagne
- Pascale Schmidiger, vice-présidente du conseil départemental du Haut-Rhin
- Stephan Karl Schultze, vice-président de la chambre d'industrie et de commerce IHK Hochrhein-Bodensee

Animation : D<sup>r</sup> Matthias Zehnder, journaliste

### 1. Mots de bienvenue et d'introduction

Le D<sup>r</sup> Matthias Zehnder, qui anime le débat, souhaite la bienvenue aux participants : Madame Pascale Schmidiger, vice-présidente du conseil départemental du Haut-Rhin, Isaac Reber, conseiller d'État, Direction de la sécurité du canton de Bâle-Campagne, et Stephan Karl Schultze, vice-président de la chambre d'industrie et de commerce IHK Hochrhein-Bodensee. L'animateur précise que le débat se focalisera sur trois sujets : le tourisme commercial ;

- les travailleurs frontaliers ;
- les artisans qui travaillent de l'autre côté de la frontière.

## 2. Le tourisme commercial

Zehnder :

Nous commençons par ce que Peter Schenk a appelé un peu plus tôt le « Ausverkaufhype », ou l'effet soldes. Il s'agit d'une atmosphère de week-end. Monsieur Schultze, j'ai fait une recherche rapide : 2015 était une année record. Les Suisses ont fait tamponner 17,6 millions de certificats d'exportation par les douaniers allemands. Le record du certificat portant sur le montant le moins élevé était d'un centime d'euro ! Ils sont fous, ces Suisses ! Cela explique que l'ambiance ne soit pas toujours la meilleure aux postes de douanes. Cependant, la hausse s'est pour la première fois ralentie pendant les trois premiers mois de l'année 2016. Maintenant, est-ce une bonne ou une mauvaise nouvelle pour vous ?

Schultze :

Permettez-moi d'abord de féliciter cette région pour la situation que vous avez ici. Je suis arrivé à Lörrach il y a neuf, presque dix ans, après avoir vécu en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Lörrach est assurément le point de focalisation d'un phénomène abstrait. Les commerçants de Lörrach sont bien sûr très heureux. En Rhénanie-du-Nord-Westphalie, j'étais autrefois, lors de discussions de ce genre, habitué à être confronté aux problèmes liés à l'agonie du commerce de détail dans les villes. Quand je regarde la situation ici, dans les villes de la région du Rhin supérieur, en particulier le week-end, je ne peux que constater que c'est d'abord une évolution très réjouissante. Je plaiderai donc aujourd'hui tout au long du débat pour adopter un regard un peu extérieur sur notre région tripartite et pour voir les avantages. Bien sûr, on s'habitue à se plaindre un peu. On se plaint de devoir faire la queue. On se plaint de ces formulaires verts. On se plaint de se retrouver dans les embouteillages le vendredi soir et le samedi pendant la journée quand on veut se déplacer en voiture. Toutefois, il y a de nombreuses initiatives qui ont pour but de contribuer à améliorer la situation. Et donc je dis qu'il faut continuer comme ça, parfois un peu plus, parfois un peu moins. Pour finir, quand quelqu'un ne jette pas un formulaire parce que qu'il considère que cela vaut encore quelque chose, cela me rappelle un peu le sens de l'économie de mes grands-parents et je ne trouve pas si grave.

Zehnder :

Madame Schmidiger, « le tourisme commercial », comme le phénomène est appelé en français, ne fait pas la une de l'actualité en Alsace. Pourquoi ?

Schmidiger :

C'est vrai que nous avons la chance au Dreiland d'avoir beaucoup de commerces, beaucoup d'entreprises donc une richesse d'offres commerciales très importantes. Ceci fait bonheur de tous les consommateurs qu'ils soient français, allemands ou suisses qui ont la chance de pouvoir aller dans tous les pays, observer les produits, faire la comparaison entre la qualité et les prix. Il est vrai qu'aujourd'hui en France nous profitons bien sûr du cours d'échange entre le franc suisse et l'euro. Et nous

observons le retour des consommateurs suisses dans les grandes surfaces en France. Pendant quelques années nous avons oublié cette mobilité vers la France. Donc que du bonheur pour le commerce français et la population qui profitent de cet avantage du cours du franc suisse.

Zehnder :

Je suppose que Monsieur Isaac Reber voit la chose un peu différemment. Vous n'allez sans doute pas vous mettre vous aussi à faire l'éloge du tourisme commercial.

Reber :

Mesdames, Messieurs, je commence par une dénonciation spontanée : je n'ai pas rempli de formulaires verts l'an dernier. Cela ne veut pas dire que je ne vais pas de temps à autre faire quelques courses en France ou en Allemagne, mais au plus profond de moi-même, je déteste la bureaucratie et je ne viendrais jamais à l'idée de remplir un tel formulaire, de m'arrêter et de le déposer à la frontière. Et encore moins pour les quelques centimes d'euros dont vous avez parlés. À mon sens, le tourisme commercial n'est pas une mauvaise chose en soi. Le problème, c'est comme souvent l'exagération. Et je pense que nous avons pu observer une certaine exagération l'année dernière. Cela n'est pas nécessairement à l'avantage de tous les acteurs impliqués. Il faut alors s'adapter, changer les structures, s'agrandir. En même temps, on ne sait pas si cela va durer. Je crois, au pire, qu'une distorsion unilatérale peut être un problème. Et c'est dans une certaine mesure ce que nous avons vécu l'année passée. D'un autre côté, c'est une réalité que la Suisse a sa propre monnaie, le franc suisse, et donc que c'est une île sur le plan monétaire. Et nous n'avons que deux options : ou bien nous conservons notre propre monnaie. Dans ce cas, nous devons, par la force des choses, vivre avec les différences de change, et cela fait partie de la région. Ou bien nous faisons ce que la banque nationale a fait l'année dernière et rattachons notre monnaie à l'euro. Cela signifie de fait que nous adoptons cet euro, et sur ce point, nous devons nous demander si nous le voulons ou non. Les deux options sont possibles, mais tant que nous avons notre propre monnaie, il faut que nous vivions avec les différences de change. Et c'est ce que nous avons plutôt bien fait au cours des dernières décennies. En ce moment, nous avons un problème, mais je pense que le principal problème est lié à la stabilité suisse. Nous avons pu observer des changements rapides l'an dernier, le commerce de détail était très touché. Il y a ici des difficultés à s'adapter à la nouvelle situation. Nous avons une grande concurrence, et il faut suivre. Nous n'avons pas d'autre choix. Geindre n'a encore jamais aidé.

Zehnder :

Vous avez évoqué cette évolution rapide. Si l'on regarde les chiffres, c'est énorme. En 2010, la sortie de fonds liée au tourisme commercial à l'étranger s'élevait à 2,5 milliards de francs suisses. Ce chiffre est passé à 8 milliards en 2012 et à 11 milliards en 2015. Il s'agit de sommes énormes. Le fait qu'un tram roule ou non joue-t-il un rôle ?

Reber :

Je dois vous dire franchement que je suis de temps à autre en Allemagne ou en France et que je connais donc un peu la situation. La plupart de temps, j'accompagne mes filles et je vois comment cela se passe. C'était déjà ainsi il y a quelques années, c'est aussi d'actualité aujourd'hui. Ce que je constate à ce sujet : cette discussion concernant le tram est en partie un peu grotesque. En effet, quand on regarde autour de soi sur place, on observe qu'il est relativement évident que les gros volumes vont dans les coffres des voitures, et cela était déjà le cas auparavant. Ce qui est nouveau, c'est qu'une personne qui est tributaire du tram pour se déplacer, a maintenant aussi la possibilité de se rendre de l'autre côté de la frontière en utilisant les transports publics. Cela accentue et renforce bien sûr un peu la situation. Toutefois, il faut aussi considérer qu'il n'y a pas que le tourisme commercial qui est concerné. Je pense que ce n'est pas ce qui est décisif. Ce sont les différences de change qui sont décisives. Ces différences de change déterminent si le tourisme commercial augmente ou s'il reste dans les proportions que nous lui connaissons dans la région depuis des décennies.

Zehnder :

Madame Schmidiger, la France est également concernée. Avec la ligne n° 3, le tram ira à l'avenir jusqu'à Saint-Louis. À quoi vous attendez-vous ? Cela aura-t-il une influence sur le tourisme commercial ? Ou pensez-vous que seul le cours de change est décisif ?

Schmidiger :

C'est un très bon projet, nous avons déjà le tram il y a 60 ans à Saint-Louis. Ce tram est très attendu par la population, à la fois par les Français mais aussi par les Suisses. Ça va favoriser les échanges et la mobilité entre la France et la Suisse. Est-ce que le tram va favoriser d'avantage le commerce entre les frontières ? Peut-être, je le souhaite, parce que chacun doit être gagnant dans cette opération. Il faut voir le côté très positif de ce nouvel outil de mobilité qui est avant tout un nouveau moyen de transport collectif. C'est surtout cet aspect là que nous voyons du côté français. Si ça peut dynamiser l'économie commerciale, pourquoi pas.

Zehnder :

Madame Schmidiger espère que le tram aura une influence positive. Le président du conseil d'État de Bâle-Ville, qui est un Vert, se voit confronté à une certaine pression des commerçants au sujet de la popularité de ces « trams de tourisme commercial ». Monsieur Schultze, croyez-vous que la politique des transports a une influence sur le tourisme commercial à ce niveau ? Ou est-ce le cours de change qui est responsable ?

Schultze :

Sur ce point, je suis réaliste. D'une part, il semble que le tram simplifie la vie des acheteurs pour la direction de la Suisse vers l'Allemagne. Toutefois, du point de vue de la politique des transports, c'est davantage la direction opposée du lundi au vendredi qui est concernée. Comme je l'ai dit à Madame Schmidiger, c'est très bien pour aller acheter du poisson frais en France. C'est tout à fait évident que les voies de communication sont au service de l'économie pour les travailleurs frontaliers et, sur ce point, nous sommes très satisfaits. Toutefois, je pense que c'est un sujet dont nous allons encore parler.

### 3. Les travailleurs frontaliers dans le Rhin supérieur

Zehnder :

Tout à fait, passons maintenant à ce sujet puisque vous venez de l'aborder. Si nous considérons les deux cantons bâlois, le canton de Bâle-Campagne compte 20 000 travailleurs frontaliers venant d'Allemagne ou de France. Pour le canton de Bâle-Ville, ce sont même environ 35 000 personnes qui font la navette chaque jour. Ce qui peut paraître surprenant, Madame Schmidiger, c'est qu'il y a plus de travailleurs frontaliers venant de France que d'Allemagne. Cela commence à changer. La hausse du nombre de travailleurs frontaliers français s'est un peu ralentie. Les Allemands rattrapent leur retard.

Schmidiger :

Nous n'avons pas les mêmes chiffres. D'après les statistiques que j'ai, il y a une légère progression des frontaliers alsaciens en Suisse. Dans les années 2010/2011 le nombre des frontaliers allemands était plus important que le nombre des frontaliers alsaciens. Aujourd'hui on observe apparemment un phénomène l'inverse. Comment expliquer ces mouvements? Peut-être que l'Allemagne retient d'avantage ses salariés? En tout cas c'est une chance formidable de pouvoir disposer dans les trois pays d'une population de salariés qui sont flexibles et compétants. Vous savez, ça demande un effort particulier d'être frontalier. D'abord ça demande un déplacement, la mobilité, un effort culturel, professionnel et il faut saluer tout le courage de ces frontaliers qu'ils soient français, allemands ou suisses. En effet il y a aussi quelques Suisses qui travaillent en France. A ces frontaliers de tout-à-l'heure il faut encore rajouter tous ceux qui travaillent sur la plateforme de l'EuroAirport. Parce qu'ils ne sont pas comptabilisés aujourd'hui par l'office fédéral suisse dans le nombre des frontaliers car ils n'ont pas besoin d'autorisation de travail. Je ne sais pas si c'est encore d'actualité, c'est en tout cas l'information que j'ai aujourd'hui. Les frontaliers alsaciens sont importants pour le marché suisse du travail. Grâce aux frontaliers qui travaillent en Allemagne et en Suisse, l'économie profite. L'Alsace reste un réservoir d'ouvriers principalement. Plus que 40 % des frontaliers de l'Alsace travaillent dans l'industrie. Mais nous observons que le nombre des cadres avec une formation supérieure augmente.

Zehnder :

Monsieur Benz, le maire de Grenzach-Wyhlen, a dit auparavant qu'il y avait un problème, celui du renchérissement des logements. En est-il de même en Alsace ? La disponibilité des logements pour les travailleurs frontaliers fait-elle monter les prix des logements ?

Schmidiger :

Oui bien sûr, certainement le travail comme frontalier participe à une augmentation des prix de l'immobilier. C'est vrai qu'à Saint-Louis, nous avons un des prix immobiliers par mètre carré le plus fort dans tout l'Alsace. C'est équivalent aux prix pratiqués sur Strasbourg. Nous faisons avec, mais c'est vrai, à un moment il y avait beaucoup d'Allemands et de Suisses qui venait s'établir en France. Maintenant le prix de l'immobilier s'est stabilisé, les prix allemands sont plus attractifs qu'en France. Ça fait bonheur de quelques agences immobilières, donc chacun y trouve son compte finalement. Mais c'est vrai que pour la population locale qui travaille et qui réside en France, ça pose un problème. Ça pose surtout un problème pour tous les fonctionnaires qui travaillent dans nos administrations alsaciennes. Le niveau de vie est très élevé, ça pose un problème financier à ces personnes qui doivent vivre avec un salaire français et payer des immobiliers qui ont presque des prix suisses.

Zehnder :

Y a-t-il également pour les employés allemands ce problème de devoir payer des prix suisses avec un salaire français ?

Schultze :

Je vais vous donner mon exemple personnel : il y a dix ans, nous avons vendu notre maison en Rhénanie-du-Nord-Westphalie à perte. Aujourd'hui, je constate que, après près de dix années passées à Lörrach, la valeur de notre bien immobilier a considérablement augmenté. On peut voir le verre à moitié plein ou à moitié vide. Oui, le niveau des prix de l'immobilier est très élevé, et cela précisément en raison des succès de l'économie, mais j'aimerais dire une chose : je suis vraiment heureux que le D' Benz ait effectué une passe en profondeur allant dans ce sens. Quand on arrive d'une autre région à Lörrach, on peut se réjouir d'avoir autour de soi un grand nombre de familles hautement qualifiées. Avec des parcours très intéressants, en partie internationaux. Ma femme est depuis peu à Bâle, parce que nous avons cette région économique en plein essor. Et c'est le gros avantage compétitif de Bâle. Le chimiste, qui vient d'être embauché à Bâle, peut s'installer à Lörrach ou en France, vu les prix élevés que connaît la Suisse. Le banquier qui va travailler à Zurich doit faire beaucoup plus de kilomètres pour avoir cette option. Ce qui signifie qu'en Suisse, Bâle a un véritable avantage concurrentiel du fait de sa position au sein de la région trinationale. Et Lörrach a un gros avantage, avec également de nombreuses personnes qui s'y installent, comme vous l'avez déjà mentionné. Ce sont vraiment de grands avantages, et je me réjouis que vous en soyez conscient et que vous vous battiez avec votre organisation pour continuer de faire avancer les choses. Nous le faisons aussi à la

chambre de commerce et d'industrie, et il faut tirer un trait sur les quelques problèmes en arrière-fond.

Zehnder :

Monsieur Reber, à la différence du tourisme commercial, les travailleurs frontaliers ne sont jamais un sujet de discorde, mais ils sont plutôt considérés comme une chance. Le voyez-vous aussi ainsi ?

Reber :

Oui, nous avons une autre approche de la question des travailleurs frontaliers que d'autres régions frontalières suisses, par exemple le Tessin. Cela s'explique facilement. La question des travailleurs frontaliers peut aussi en partie être vue, dans une certaine mesure, comme une menace. En ce qui concerne le propre boulot, etc. En tout cas, pas en premier lieu comme une opportunité. Et sur ce point, nous avons une autre approche de la question. C'est aussi lié au fait que nous avons ici une industrie intacte et forte. Ici, contrairement à d'autres villes suisses, nous avons toujours aussi eu au cours des dernières décennies une demande en main-d'œuvre étrangère, d'un côté, mais aussi en personnel qualifié de l'autre côté. Je crois que c'est ainsi que nous l'avons toujours conçu ici dans la région, et nous savons aussi que notre région, la partie suisse de cette région, ne fonctionnerait pas si nous ne disposions pas de cette main-d'œuvre et de ce personnel qualifié. C'est aussi la raison pour laquelle nous nous faisons autant de souci à propos de l'initiative sur l'immigration de masse qui est très discutée. Sa mise en œuvre est encore à venir, et c'est un casse-tête pour nous. Il y a, d'un côté, les principes des questions touchant aux travailleurs qualifiés, mais aussi, de l'autre, ceux des questions relatives aux travailleurs frontaliers.

#### 4. L'artisanat et les prestations de services transfrontalières

Zehnder :

Parfois, la circulation n'est manifestement pas tout à fait fluide à la frontière. Récemment, on pouvait lire le titre suivant en une du journal « Sonntagsblick » : « Schweiz legt der deutschen Konkurrenz das Handwerk » [note de la trad. : le jeu de mot n'est pas traduisible, traduction approximative possible : la Suisse met un frein à la concurrence des artisans allemands.] En d'autres termes, les artisans qui aimeraient travailler de l'autre côté de la frontière, en Suisse, sont confrontés à tant d'obstacles administratifs qu'ils n'effectuent aucuns travaux en Suisse. Cela marque-t-il la fin de la libéralité qui existait jusqu'alors ?

Reber :

Oui, on peut peut-être parler de limites. Vous abordez le sujet de la caution. C'est en fait un certain obstacle, un certain frein, nous en sommes conscients. Toutefois, ce n'est pas le seul dans la région. Si vous regardez du côté allemand, mais aussi du

côté français où les entreprises prestataires ont, je crois, leurs difficultés avec certaines dispositions en vigueur. Je crois que finalement c'est une réalité, nous avons besoin de tous et nous profitons aussi de diverses manières de cette situation. Nous avons donc ces trois pays avec des lois différentes et des situations différentes. Cependant, comme nous l'avons vu auparavant, il convient de constater qu'il y a toujours, qu'il s'agisse du tourisme commercial, des travailleurs frontaliers ou d'un autre sujet, des effets positifs, mais aussi des effets qui nous posent problème. C'est par exemple le cas des prix du logement alors que les salaires diffèrent dans les trois pays. Il faut voir que nous essayons de nous arranger de cette question de caution. De pensée libérale, je ne suis pas enthousiaste à l'idée de cette caution, mais c'est une remarque d'ordre privé et personnel. Et je crois que nous devons dans une certaine mesure essayer de vivre avec ces différences.

Zehnder :

Comment voit-on la chose du côté allemand qui est concerné ? Des efforts diplomatiques ont-ils été entrepris pour assurer de nouveau l'accès des artisans allemands au marché lucratif que représente le marché suisse ?

Schultze :

Je dois dire que notre position à la chambre de commerce et d'industrie IHK Hochrhein-Bodensee est tout à fait claire sur ce point. Même si le sujet des artisans n'est pas évoqué explicitement, nous sommes pour une économie aussi libérale que possible. Nous souhaitons que les entreprises suisses soient libres de recourir sans entraves à l'artisan allemand qui est moins cher. Nous sommes d'avis qu'il faut laisser l'industrie choisir elle-même, qu'il faut être libre d'organiser une structure de manière aussi efficace et rentable que possible, sans que des gouvernements ne viennent compliquer le processus de manière superflue. Je crois que, de cette manière, nous profiterons tous encore plus du caractère trinational de notre région.

## 5. Dernière question

Zehnder :

Parfait. Un coup d'œil à ma montre me révèle que nous devons conclure cette discussion bientôt. Pour finir, j'aimerais que vous répondiez à une dernière question : quel souhait adresseriez-vous aux collectivités territoriales de la région trinationale pour rendre la coopération transfrontalière encore plus fructueuse ?

Schultze :

Je souhaiterais encore plus de ponts sur le Rhin, encore moins de barrières à la frontière, à mon sens, un symbole de la suppression des entraves. Je souhaiterais également que toutes les personnes impliquées ne louchent pas sur l'assiette du voisin, mais qu'elles adoptent une perspective plus large et qu'elles renforcent cette région autant que cela leur est possible. En promouvant une politique de réduction de la bureaucratie et de déréglementation.



Schmidiger :

J'ai beaucoup de souhaits. Mais j'ai surtout des souhaits par rapport à notre population. Nous essayons tout pour que la qualité de vie pour la population soit meilleure. Et quand on parle de qualité de vie, bien sûr il y a la résidence, la mobilité et l'activité professionnelle. Je pense à l'avenir de la population, surtout à l'avenir des jeunes. Je souhaite qu'on puisse renforcer les relations par rapport à la formation. Il y a un grand besoin en Allemagne et en Suisse. La situation économique est différente en France. Nous sommes prévoyeurs et nous nous interrogeons par rapport à la formation initiale et la formation continue de notre population et à l'anticipation des besoins. Je crois qu'il y a un travail de coopération à renforcer du côté de la formation avec nos voisins suisses et allemands par rapport à ces parcours professionnels qu'il faut rendre plus pérennes et plus qualifiants.

Zehnder :

Merci beaucoup. Une intervention en faveur de la formation. Il faut rappeler qu'il existe déjà des projets intéressants dans notre région tripartite. Isaac Reber, vos vœux pour la région trinationale et ses organes ?

Reber :

Le souhait que je formule à l'attention de nos trois pays est le suivant : je crois que vivre ensemble signifie bouger. Et la mission de la mobilité est aussi le symbole de l'échange, de la concertation et de la coexistence si cette mobilité fonctionne. Nous avons entendu qu'il y avait aussi des effets secondaires que nous ne souhaitons pas toujours. Cependant, tous comptes faits, c'est la mobilité qui nous rapproche, nous et nos trois pays. Quand un effet que nous n'aimons pas se produit, il faut y faire face. D'où bien sûr le vœu que j'ai formulé, et Guy Morin a déjà évoqué le sujet dans son mot de bienvenue. Je crois que nous progressons quand nous améliorons cette mobilité. C'est par exemple le cas avec le réseau express régional (S-Bahn), avec le raccordement de l'aéroport, avec l'électrification de la « Hochrheinstraße », la ligne qui conduit de Bâle à Schaffhouse et Singen en passant par Waldshut. Je crois qu'ici dans la région nous pouvons nous rapprocher encore plus. Enfin, il y a quelque chose que je souhaite vivement, ce n'est pas vraiment un souhait, mais plutôt une revendication que nous avons déposée à Berne. Nous y avons adressé notre prise de position. Les 26 cantons doivent tous formuler leur position sur la mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse. C'est la prise de position à laquelle Guy Morin a aussi fait référence. Dans ce texte, nous avons exprimé clairement ce que nous souhaitons. Nous ne souhaitons pas une gestion centralisée à Berne, mais voulons une solution aussi fédéraliste que possible. Nous souhaitons en premier lieu que les régions puissent gouverner là où il y a éventuellement des lacunes et croyons que cette solution est plus satisfaisante pour tous et qu'elle a peut-être plus de chance d'être mise en œuvre. Cela reflète la manière dont nous vivons la situation dans la région. Dans notre région, nous n'avons pas de problème avec la situation en matière de travailleurs frontaliers. Néanmoins, nous savons que la situation est différente dans le Tessin. Et notre proposition en tient compte. La bonne solution consiste en une mise en œuvre aussi fédéraliste que possible, donc du bas vers le haut et non du haut vers le bas. C'est le souhait que nous avons formulé et adressé à Berne à ce sujet.

Zehnder :

Parfait. Nous venons d'entendre ces différents vœux, et vous les trouverez rassemblés dans le programme en dix points de la Regio Basiliensis. La formulation est un peu différente, mais le contenu est semblable : une économie libérale sans frontières, une bonne formation dans toute la région tripartite et une bonne infrastructure en matière de transports. À l'attention des Suisses : une solution fédéraliste ou une meilleure concertation concernant l'initiative sur l'immigration de masse. Monsieur Schultze, Madame Schmidiger et Monsieur Reber, je vous remercie d'avoir participé à ce débat. Je vous remercie de votre attention et rends la parole à notre hôte.

Amacker :

Merci ! Nous clôturons maintenant notre assemblée générale sur ces dernières requêtes. Je vous remercie tous les trois de vous être exprimés franchement et naturellement. Cela nous offre de nombreux sujets de discussion pour notre vin d'honneur. Je vous prie de bien vouloir rester encore un instant sur l'estrade, un cadeau va vous être remis. Je vous invite maintenant à passer au vin d'honneur. Merci beaucoup d'être venus et bonne soirée !